

Agence Régionale de Santé  
Champagne Ardenne  
Délégation territoriale de l'Aube  
Service Santé - environnement

Siaep de Saint Julien les Villas/Bréviandes/Rosières

Arrêté préfectoral n° ARS-SE-2015-18 portant :

- autorisation sanitaire de distribuer l'eau,
- déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux souterraines et de l'instauration des périmètres de protection autour d'un site de trois captages situé sur la commune de Rouilly Saint Loup,
- autorisation de prélèvement des eaux souterraines.

**LA PREFETE DE L'AUBE**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-10, et R 1321-1 à R.1321-61 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 214-1, L. 215-13 et R. 214-1 à R.214-5 ;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.11-1 à L.11-9, L.13-2 à L. 13-12, L. 13-13 à L.13-20, R.11-10 à R.11-18 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L 126-1 ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article R 3232-1 à R. 3232-1-4 ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n°2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre le représentant de l'Etat dans le département, la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU le protocole départemental en date du 04 juillet 2013 relatif aux relations entre le préfet du département de l'Aube et le directeur général de l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrête préfectoral du 05 septembre 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole pour la région Champagne-Ardenne ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, préfet de la région Ile de France, le 29 octobre 2009 ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du SIAEP de Saint Julien les Villas/Bréviandes/Rosières en date du 11 décembre 2006 sollicitant la déclaration d'utilité publique pour l'établissement des périmètres de protection du champ captant situé sur la commune de Rouilly Saint Loup, au lieu dit «les Prés Lévêque» ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 31 mai 2009 et son complément en date du 21 septembre 2010 ;

VU l'avis des services consultés ;

VU la réunion publique d'information en date du 13 mai 2014 ;

VU le dossier présenté par la collectivité le 17 avril 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT-SG-2015176-0001 du 25 juin 2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 20 octobre 2015 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (Coderst) en date du 17 décembre 2015 ;

CONSIDERANT que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de pompage d'eaux destinées à la consommation humaine est impérative ;

CONSIDERANT les risques liés aux activités exercées dans la zone d'alimentation des captages et la fragilité de la ressource ;

SUR proposition de M. le Secrétaire générale de la Préfecture :

## ARRETE

### Chapitre I - Déclaration d'utilité publique

#### **Article 1 - Déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux**

Le présent arrêté de déclaration d'utilité publique concerne le champ captant composé de **trois puits**, situé sur la commune de Rouilly Saint Loup (parcelle cadastrée D n° 69a), au lieu dit «les Prés L'Evêque» et exploité par le SIAEP de Saint Julien les Villas/Bréviandes/Rosières.

Il vaut autorisation de prélèvement en application de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

#### **Article 2 : Bénéficiaire et objet**

Sont déclarés d'utilité publique, au bénéfice du SIAEP de Saint Julien les Villas/Bréviandes/Rosières:

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine, à partir du champ captant situé sur la commune de Rouilly Saint Loup au lieu dit «les Prés L'Evêque» ;
- la création de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du champ captant ainsi que l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

#### **Article 3 - Caractéristiques des points de prélèvement**

Les points de prélèvement d'eaux souterraines, déclarés d'utilité publique, sont repérés sur la commune de Rouilly Saint Loup par :



	Puits 1	Puits 2	Puits 3
Code BSS	02986X0181	02986X0180	02986X0179
Coordonnées en Lambert II étendu	X= 733262,3 Y= 2363523,7 Z= 112,71	X= 733362,4 Y= 2363548,6 Z= 112,56	X= 733447,4 Y= 2363573,6 Z= 112,39
coordonnées cadastrales	D n° 69a		

#### **Article 4 - Limitation de la quantité d'eau prélevée**

Le prélèvement autorisé pour le SIAEP ne pourra excéder:

	Champ captant (somme des 3 puits)	Puits 1	Puits 2	Puits 3
Débit horaire	200 m3/h	70 m3/h	60 m3/h	70 m3/h
Volume journalier moyen	3 000 m3	1 000 m3	1 000 m3	1 000 m3
Volume journalier de pointe	4 000 m3	1 400 m3	1 200 m3	1 400 m3
Volume total journalier moyen	1 095 000 m3	365 000 m3	365 000 m3	365 000 m3

### **Chapitre II: Autorisation sanitaire de distribuer de l'eau**

#### **Article 5 - Autorisation**

Le SIAEP de Saint Julien les Villas/Bréviandes/Rosières est autorisé à exploiter, pour l'utilisation de l'eau prélevée en vue de la consommation humaine, les trois puits cités à l'article 1.

#### **Article 6 - Traitement**

Avant distribution, les eaux subiront un traitement de simple désinfection. Tout autre procédé de traitement sera soumis à autorisation.

#### **Article 7 - Qualité des eaux**

Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu de :

- Surveiller la qualité de l'eau distribuée, notamment au point de pompage,
- Se soumettre au contrôle sanitaire,
- Prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire,
- N'employer que des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée,
- Respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution,
- Se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

### Chapitre III – Définition des périmètres de protection et prescriptions

#### **Article 8 - Périmètres de protection :**

En application de l'article L 1321-2 du code de la santé publique, trois périmètres de protection sont instaurés autour du forage :

- un périmètre de protection immédiate dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan annexés (commune concernée : Rouilly Saint Loup),
- un périmètre de protection rapprochée dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan annexés (commune concernée : Rouilly Saint Loup et Bréviandes),
- un périmètre de protection éloignée dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan annexés (commune concernée : Rouilly Saint Loup, Verrières et Bréviandes).

#### **Article 9 - Servitudes et mesures de protection**

##### **9.1 - Périmètre de protection immédiate :**

Le SIAEP de Saint Julien les Villas/Bréviandes/Rosières est propriétaire de la parcelle D n° 69a constituant le périmètre de protection immédiate.

Ce périmètre devra, dans sa configuration actuelle, être clôturé et fermé à clé, afin d'en interdire l'accès à toute personne non autorisée.

A l'intérieur, seront interdits tous dépôts, installations, constructions ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

L'entretien à l'intérieur de ce périmètre est fait uniquement avec des procédés mécaniques sans aucun apport de produit phytosanitaire, chimique, toxique ou dangereux.

La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte.

##### **9.2 - Périmètre de protection rapprochée :**

###### **9.2-1 Parcellaire :**

Il comprend les parcelles mentionnées à l'état parcellaire et aux plans annexés au présent arrêté.

###### **9.2.-2 Prescriptions :**

###### **➤ Périmètre de protection rapprochée:**

- Activités interdites :

###### **Travaux souterrains :**

- Forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère (y compris géothermique),
- l'ouverture de fouilles tranchées, excavation de plus de 2 m de profondeur,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- réalisation de mares, étangs.

###### **Stockage et dépôts :**

- Le dépôt de fumier, toute matière non hygiénisée, ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- le stockage de produits chimiques et déchets solides,
- l'installation de nouveaux stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables,
- le stockage de produits destinés aux cultures (engrais pesticides, purins, lisiers),
- le stockage d'effluents industriels et domestiques,
- l'implantation de station d'épuration, de lagunage,
- l'implantation de bassin de décantation d'effluents industriels ou urbains.

Canalisation :

- Eaux usées industrielles,
- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures ou de tous produits chimiques liquides ou gazeux.

Rejets liquides :

- Eaux usées domestiques,
- Eaux usées industrielles,
- Effluents agricoles,
- Installations autonomes de traitement d'eaux usées,
- Bassin d'infiltration d'eaux pluviales.

Constructions :

- Habitations raccordées à un assainissement collectif,
- Habitations raccordées à un assainissement autonome,
- Cimetières,
- Activités artisanales et industrielle,
- Bâtiments d'élevage, d'engraissement,
- Silos produisant des jus de fermentation,
- Autres constructions.

Activités agricoles:

- Le drainage agricole,
- Le maraîchage, serres, pépinières,
- Epandage de lisiers, boues de station d'épuration,
- L'utilisation de désherbants à vie longue.

Activités forestières :

- Coupes à blanc,
- Traitement du bois stocké et dessouchage par voie chimique.

- Activités réglementées :

Travaux souterrains :

- Les sondages de reconnaissance pénétrant (ou traversant) l'aquifère alluvial : seront soumis à autorisation et rendus étanches au droit de l'aquifère,
- le remblaiement de gravières, fouilles, tranchées, excavations : sera réalisé à l'aide de matériaux inertes. Pour ce qui concerne les gravières en eau, leur comblement éventuel devra être soumis à autorisation après avis d'un hydrogéologue agréé.

Canalisations :

- Toutes les canalisations, seront étanches. Les canalisations feront l'objet par l'exploitant d'un contrôle annuel, des vannes d'isolement seront placées aux extrémités du tronçon de canalisation longeant les périmètres de protection.

Constructions :

- Le camping et el caravaning pourront être tolérés dans le périmètre de protection rapproché sous réserve qu'ils soient limités dans le cadre de l'activité de pêche et à quelques journées, nuitées. Les déchets solides devront être collectés et éliminés à l'extérieur dans le cadre d'un ramassage collectif. Les déchets liquides ne devront en aucun cas être rejetés dans les plans d'eau. Cette tolérance est placée sous la responsabilité des propriétaires, un affichage clair de cette réglementation devra être placé à l'entrée de chaque propriété,
- Les travaux de voiries sont autorisés sous réserve d'utiliser des matériaux inertes et d'imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement. L'emploi d'herbicides est interdit pour le traitement des accotements de chaussée.

Activités agricoles :

- l'épandage d'engrais minéraux et de synthèse devra être raisonné en fonction des besoins de la culture suivante en tenant compte des fournitures et apports de toute nature,
- l'utilisation d'insecticides de sol est fortement déconseillée. Lors de contrôle de la qualité de l'eau, toute apparition sous forme de traces d'autres produits phytosanitaires entraînerait immédiatement

- une surveillance renforcée,
- les abreuvoirs uniquement alimenté par citerne et abris seront installés à plus de 200 mètres du champ captant,
- le pacage des animaux est autorisé, sans apport d'alimentation complémentaire.

#### Activités forestières :

- Un plan de gestion sylvicole prévoyant les coupes et travaux (voiries, préparation du sol, plantation, traitement, air de dépôt) à réaliser durant une période de 10 ans sera soumis à l'approbation de la DDT. Ce plan prendra en compte l'incidence d'un découvert brutal du sol sur la qualité des eaux. Seules les coupes prévues à ce plan approuvé pourront être effectuées. Elles devront être suivies de travaux de reconstitution prévus au plan,
- Les aires de débardage seront implantées à plus de 200 m du champ captant,
- Les mangeoires éventuelles pour le gibier seront implantées à plus de 200 m du champ captant.

#### Eaux superficielles:

- Tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles par rapport à la situation de référence à la date de signature de l'arrêté fera l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service en charge de la police de l'eau. Les travaux visés concernent en particulier les fossés, les haies, les talus, la conversion en cultures de surface en herbes, l'imperméabilisation des sols, le drainage de terres agricoles.

#### ➤ Périmètre de protection éloignée :

#### Travaux souterrains :

- les forages, puits, captages réalisés dans le même aquifère ainsi que les sondages de reconnaissance pénétrant ou traversant l'aquifère alluvial seront soumis à autorisation et rendus étanches au droit de l'aquifère,
- l'exploitation de nouvelle gravière devra être équipée d'un dispositif de contrôle de la qualité des eaux de la nappe en aval hydraulique immédiat (au moins deux piézomètres),
- l'ouverture des excavations de plus de 2 m de profondeur sera subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.

#### Stockage et dépôts :

- le stockage de produits polluants et de déchets solides sera réalisé sur des aires étanches dont les modalités de contrôle seront définies par le service compétent,
- les stockages d'hydrocarbures existants de plus de 2 m<sup>3</sup> devront être équipés d'une cuve double paroi installée dans une petite fosse bétonnée d'étanchéité,
- le stockage d'effluents d'élevage et produits organiques destinés à la fertilisation des sols de longue durée (> 6 mois) ou toujours situé au même endroit sera équipé d'une aire étanche avec récupération des jus. Pour les stockages inférieurs à 6 mois, en bout de champ, la quantité stockée devra être limitée aux besoins de la parcelle à épandre, sans stockage deux années consécutives au même endroit,
- le stockage d'eaux usées urbaines ou industrielles sera réalisé dans des bassins étanches. Le maître d'ouvrage, ou à défaut l'exploitant, fera procéder tous les 5 ans à une expertise de l'étanchéité de l'ouvrage par un contrôleur technique,
- les stations d'épurations, lagunages, bassins de décantation d'effluents urbains ou industriels devront être étanches. Le trop plein sera acheminé, par canalisation ou fossé étanche, soit en aval des périmètres, soit dans un ruisseau pérenne. Les modalités de contrôle seront définies par le service compétent.

#### Canalisations :

- les canalisations d'eaux usées industrielles, y compris les collecteurs d'eaux pluviales seront étanches, les procès verbaux d'essais d'étanchéité seront réalisés avant la mise en service. Les canalisations feront en outre l'objet par l'exploitant d'un contrôle annuel et des vannes d'isolement seront placées aux extrémités du tronçon de canalisation traversant le périmètre de protection.

#### Rejets liquides :

- les rejets d'eaux usées domestiques, industrielles, les effluents agricoles et les installations autonomes de traitement des eaux usées seront soumis à autorisation. Le service instructeur compétent précisera l'implantation du point de rejet, la filière de traitement et les modalités de contrôle,

- les eaux issues de bassins d'infiltration d'eaux pluviales seront au préalable traitées dans un débourbeur-déshuileur. Les bassins seront équipés en aval, d'un forage de contrôle de la qualité de la nappe ou d'un puits de sécurité en cas de déversements accidentels (afin de pouvoir effectuer un pompage et circonscrire la pollution).

#### Constructions :

- les constructions produisant des eaux usées raccordables à un réseau public d'assainissement feront l'objet d'un procès verbal d'étanchéité dressé avant la mise en service des canalisations. Un contrôle annuel sera effectué par l'exploitant,
- les assainissements individuels devront faire l'objet d'un contrôle très strict de leur conformité, de leur fonctionnement et de leur entretien (une fois par an), le rejet en puisard sera interdit et seul le rejet par épandage souterrain bien dimensionné sera admis,
- Les silos produisant des jus de fermentation devront être équipés d'une plate forme étanche et d'une récupération des jus.

#### Activités agricoles :

- la dose d'apport des fumiers, lisiers et produits organiques en général (boues de station d'épuration, fientes, compost, vinasses etc...) sauf les eaux usées devra être raisonnée en fonction des besoins de la culture suivante ainsi que des fournitures et apports de toute nature,
- l'épandage d'engrais minéraux et de synthèse devra être raisonné en fonction des besoins de la culture suivante en tenant compte des fournitures et apports de toute nature,
- l'utilisation de désherbants à vie longue ainsi que des insecticides de sol est fortement déconseillée. Lors de contrôle de la qualité de l'eau, toute apparition sous formes de traces d'autres produits phytosanitaires entraînerait immédiatement une surveillance renforcée,
- le maintien des prairies permanentes est vivement conseillé, ainsi que leur création.

#### Activités forestières :

- la réalisation d'un plan de gestion sylvicole, prévoyant les coupes et travaux sur une période de 10 ans, devra être approuvée par l'autorité compétente. Ce plan prendra en compte l'incidence d'un découvert brutal du sol (risque de minéralisation de l'humus) sur la qualité de l'eau. Seules les coupes prévues à ce plan approuvé pourront être effectuées. Elles devront être suivies des travaux de reconstitution prévus au plan.

### **Article 10 1- Mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté et travaux à réaliser**

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 8, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- dans le délai d'un an en ce qui concerne le périmètre de protection immédiate,
- dans le délai de deux ans maximum pour le périmètre de protection rapprochée.

Les travaux suivants sont à réaliser :

- En périmètre de protection immédiate :

Le SIAEP :

- Instaurer un suivi de la qualité de l'eau, en hautes eaux et basses eaux pour le paramètre carbone organique total. En cas de dépassement avéré, un suivi sera aussi effectué dans les plans d'eau.

- En périmètre de protection rapprochée

Les particuliers :

- Mettre aux normes les stockages de fuel par création d'une cuve de rétention ou implantation d'une citerne à double paroi, munie d'un détecteur de fuite,
- Faire procéder à un contrôle de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif existantes à proximité des plans d'eau,
- Etablir un règlement intérieur pour les plans d'eau à vocation piscicole et accueillant du public. Il sera soumis à l'avis de l'autorité sanitaire.

### **Article 11- Régime des indemnités**

Le SIAEP de Saint Julien les Villas/Bréviandes/Rosières devra indemniser les usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Par ailleurs, les propriétaires et ayant-droit des terrains inclus dans les périmètres de protection pourront être indemnisés des dommages prouvés directs qu'ils auront pu subir du fait des servitudes dommageables instituées dans les dits périmètres.

## **Chapitre IV - Dispositions générales**

### **Article 12 – Modification de la déclaration d'utilité publique**

Toutes modifications des caractéristiques définies dans la présente autorisation devront faire l'objet d'un arrêté préfectoral, après enquête publique.

En cas d'abandon des captages, un arrêté préfectoral devra être pris pour annuler la déclaration d'utilité publique.

### **Article 13 - Informations des tiers - Publicité**

1°) Le présent arrêté sera, conformément au code de la santé publique (art R1321-13-1) :

- notifié, sans délai, par les soins du président, à chacun des propriétaires des terrains inclus dans les périmètres de protection par courrier recommandé avec accusé de réception,
- inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube,
- affiché en mairie de Rouilly Saint Loup, de Verrières et Bréviandes pendant une durée minimale de deux mois. La mention de cet affichage est insérée en caractères apparents, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire, dans deux journaux locaux,
- un exemplaire du présent arrêté est déposé en mairie de Rouilly Saint Loup, de Verrières et Bréviandes pour y être consulté.

2°) En application de l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme :

- les servitudes du présent arrêté seront à annexer, dans un délai de trois mois, dans le plan local d'urbanisme des communes de Rouilly Saint Loup, de Verrières et Bréviandes.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins de M. le président du SIAEP de Saint Julien les Villas/Bréviandes/Rosières. Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé, dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée, l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

### **Article 14 – Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages**

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000€ d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende.

### **Article 15 - Voie et délai de recours**

Le présent arrêté peut être faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, (25 rue du Lycée, 51000, Châlons-en-Champagne) dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

A l'intérieur de ce délai, un recours gracieux ou hiérarchique peut être introduit. Le silence gardé plus de deux mois par l'administration suite à un recours gracieux ou hiérarchique constitue une décision implicite de rejet.



## **Article 16 - Exécution**

M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aube, la déléguée territoriale départementale de l'Aube de l'agence régionale de santé Champagne Ardenne, le directeur départemental des territoires, M. le président du SIAEP de Saint Julien les Villas/Bréviandes/Rosières, M. le maire de Rouilly Saint Loup, M. le maire de Bréviandes, M. le maire de Verrières, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Une copie du présent arrêté sera adressée, à titre d'information:

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne,
- au directeur du bureau de recherches géologiques et minières,
- au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- au directeur départemental de l'office national des forêts,
- au président du conseil général de l'Aube,
- au président de la chambre d'agriculture de l'Aube,
- au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie,
- au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés,
- à l'agence régionale de la SAFER.

à Troyes, le

28 DEC. 2015

**Pour la Préfète,  
le Secrétaire Général**

  
**Mathieu DUHAMEL**